

Initiatives ministérielles

M. Skelly (North Island—Powell River): Monsieur le Président, mon collègue du Parti libéral, celui qui . .

Le président suppléant (M. Paproski): À l'ordre, s'il vous plaît. Ce n'est pas encore le moment de poser des questions ou de faire des observations. J'espère que le député de Cap-Breton—Richmond—Est donnera la possibilité au député de terminer son débat, après quoi nous passerons aux questions et aux observations.

M. Dingwall: Monsieur le Président, je me plierai certainement aux ordres de la présidence, mais lorsque le député fait ses observations, il pourrait peut-être indiquer à la Chambre s'il l'induit délibérément en erreur avec les propos qu'il vient de tenir.

M. Skelly (North Island—Powell River): Monsieur le Président, il est évident que la démonstration de cela serait de voir le chef du Parti libéral se lever et dire: «Nous allons annuler l'Accord de libre-échange, nous allons mettre fin à la TPS et nous ne signerons pas d'accord de libre-échange nord-américain.» Ce n'est pas ce que le Parti libéral dit publiquement.

Dans un débat à la Chambre des communes, le premier ministre a déclaré un jour que le Canada devrait refuser d'aider les pays qui ne respectent pas les droits de la personne et devrait même refuser de commercer avec eux. Les libéraux ont proposé un amendement pour enlever cela, pour que l'accord commercial puisse être adopté.

Notre choix est très clair au Canada, en dépit des protestations de mes collègues du Parti libéral. Leur position n'est pas différente de celle des conservateurs. Les Canadiens attendent avec impatience qu'ils disent: «Oui, nous mettrons un terme à l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, car il porte atteinte à notre souveraineté, donne le contrôle de notre énergie aux Américains, permet l'achat complet de nos industries et de nos usines ainsi que transfère les emplois de l'autre côté de la frontière.»

• (1630)

Mais cela ne se produira pas, car il est entendu que le Parti libéral ne peut pas se passer des dons des sociétés. Il est très endetté et passablement amoindri par ses dernières années d'errements. Il n'a pas de politique susceptible de rallier les Canadiens. C'est regrettable, mais leur politique consiste seulement à dire qu'ils feront quelques retouches, qu'ils amélioreront le système, mais qu'ils

conserveront la TPS, l'Accord de libre-échange avec les États-Unis et l'accord nord-américain.

Tous les Canadiens attendent que le Parti libéral se lève et dise qu'effectivement, il abandonnera ces instruments destructeurs qui existaient du temps du gouvernement conservateur. Jusqu'à présent, il n'en a rien fait. Il dit qu'il a l'intention de les conserver et de s'en servir comme le gouvernement conservateur l'a fait.

Par ailleurs, le NPD dit que s'il est élu, il éliminera ces instruments. Il n'y aura plus de TPS, plus d'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et pas d'accord de libre-échange nord-américain.

C'est essentiellement une question de choix pour les Canadiens. Le Parti conservateur dit que le fait qu'il soit le gouvernement le plus impopulaire de l'histoire du Canada ne le fera pas reculer et qu'il préfère avoir raison que de jouir de la confiance de la population.

En 1974, le Parti libéral a promis aux Canadiens qu'il n'imposerait pas de contrôles sur les prix et les salaires. Une fois élu, il l'a pourtant fait. Les Canadiens savent que le Parti libéral ne leur fournit que mensonges et illusions.

Aujourd'hui, les membres de ce parti, qui se plaignent à la Chambre et qui ont été blessés par la vérité, ont l'occasion de se lever et de dire aux Canadiens qu'ils se débarrasseront de la TPS, cette taxe abominable qui a démoli le Canada; qu'ils se débarrasseront de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis à cause de l'effet destructeur qu'il a eu sur le Canada; qu'ils ne concluront pas d'entente avec le Mexique dans le cadre d'un accord de libre-échange nord-américain à cause de l'énorme injustice qu'un tel accord présenterait pour le Canada et aussi pour le Mexique.

Le chef de ce parti court se cacher chaque fois qu'on veut aborder ces questions critiques. Au moins, le chef du parti conservateur, le premier ministre du Canada, n'a pas peur de se lever et de nous dire qu'il se fiche de ce qu'on pense et qu'il est certain d'avoir raison. Mais le chef du Parti libéral bafouille et se dérobe. Quand on les met au pied du mur, les libéraux avouent qu'ils sont en faveur de la TPS, de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et de l'accord avec le Mexique.

Le NPD estime que ces instruments du Parti conservateur sont parmi les plus destructeurs qu'on ait jamais utilisés au Canada. Une fois porté au pouvoir, il les fera disparaître à tout jamais.